

Par

**DARIA DYAKONOVA**

**Université de Montréal**

Pour les bolcheviks, internationalistes convaincus, la Révolution russe n'était que l'avant-poste d'un mouvement qui devait enflammer tout d'abord l'Europe, mais ensuite le monde entier et ainsi justifier le nouveau régime en Russie. Sous l'initiative de Lénine, en mars 1919, une Internationale communiste (ou *Komintern*) est née d'une scission de l'Internationale socialiste. Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les chefs des partis socialistes européens (à l'exception des Russes, des Serbes et du parti social-démocrate de Hollande), choisissent de soutenir le conflit armé et les crédits militaires ce qui provoque les protestations de ceux qui restent fidèles à l'internationalisme et au pacifisme – ce qui leur vaut souvent d'être exclus de l'Internationale. Suite au prolongement de la guerre, mais surtout suite à la Révolution russe, de nombreux militants hostiles à la guerre – plus tard appelés « communistes », par opposition aux socialistes – quittent cette Internationale pour rejoindre le *Komintern* fondé pour regrouper les partis socialistes révolutionnaires et promouvoir la révolution mondiale[2]. L'Internationale des jeunes communistes (IJC), affiliée au *Komintern*, est fondée en novembre 1919 pour mener le travail de propagande communiste parmi les jeunes. Son quartier général est, d'abord, situé à Berlin, mais déménage, en 1921, à Moscou.

Au Canada, le socialisme a commencé à pénétrer activement le pays vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle quand les sections du *Socialist Labor Party* américain ont vu le jour à Montréal, Toronto et Winnipeg. Un premier parti socialiste national a été fondé en 1904. Marxiste et révolutionnaire, ce parti se scinde en 1911 et mène à la fondation d'un parti plus réformiste, le Parti social-démocrate du Canada qui joint l'Internationale socialiste. En même temps, en 1910, en Ontario, une section canadienne du Parti socialiste d'Amérique du Nord est créée. En 1917, un premier parti travailliste du Canada, l'équivalent du Parti travailliste britannique, est fondé.

La croissance économique, l'expansion de la classe ouvrière et la participation à la Première Guerre mondiale participent au renforcement du mouvement de gauche au Canada. La Révolution russe a eu une influence primordiale sur la scission à l'intérieur du mouvement socialiste canadien. Selon Norman Penner, un autre événement, qui date de 1918 – l'adoption du Manifeste par le Parti travailliste britannique (*Labour and The New Social Order*) – a aussi précipité une division idéologique au sein de la gauche canadienne. Ces deux événements ont représenté deux voies distinctes pour le socialisme canadien, l'une qui prônait la révolution et l'instauration de la dictature du prolétariat, l'autre prônant la réforme du système capitaliste en respectant le cadre démocratique[3]. Cette première voie a été choisie par une partie des socialistes qui ont fondé en 1921 le Parti communiste du Canada (PCC). Celui-ci est devenu simultanément section du *Komintern*. La jeunesse communiste canadienne rejoint l'Internationale des jeunes communistes

en 1923 en fondant la Ligue de la jeunesse communiste du Canada (LJCC) et l'organisation des Jeunes pionniers.

Cet article représente l'analyse des documents de la Ligue et des Jeunes pionniers, notamment leurs correspondances avec l'Internationale des jeunes communistes et l'organisation des Jeunes pionniers soviétiques, conservés aux Archives de l'histoire sociale et politique de Moscou (RGASPI) et encore peu connus au Canada. En étudiant les objectifs de ces deux organisations et leurs liens avec l'IJC, cette recherche souligne la complexité des rapports et met ainsi en question la thèse de l'historiographie « traditionaliste », selon laquelle le mouvement communiste canadien était dominé par le « centre » de l'internationale à Moscou.

### **1. Une Ligue de la jeunesse communiste soumise? L'historiographie « traditionaliste » vs. les archives kominterniennes.**

L'historiographie « traditionaliste » du communisme canadien a eu tendance à mettre l'accent sur la soumission politique des communistes canadiens à la « ligne » du *Komintern* dominée par le Parti communiste de l'URSS pendant l'entre-deux-guerres[4]. Selon cette perspective, les intérêts et les demandes immédiats des travailleurs canadiens ont été écartés au profit des tactiques du *Komintern* et de l'URSS. Ces recherches, produites à l'époque de la Guerre froide, s'appuient sur les analyses des rapports *Komintern* - URSS issues, elles aussi, de la même époque. Il s'agit des travaux qui voient la politique de l'URSS et du *Komintern* comme étant identique[5]. Ces recherches ont été complétées par une historiographie plus récente, que nous appellerons ici « néo-traditionaliste »[6], qui a insisté de nouveau sur la dépendance idéologique et psychologique de la « périphérie » à l'égard du « centre »[7].

Pourtant, d'autres études récentes ont remis en question ces thèses et ont nuancé les interprétations « traditionalistes » et « néo-traditionalistes ». Basées sur les documents d'archives de l'Internationale[8], ces recherches ont montré que les relations entre l'URSS et le *Komintern* étaient assez compliquées et le discours et les politiques du *Komintern* allaient souvent à l'encontre des intérêts tactiques et même stratégiques de l'URSS[9]. Les auteurs de ces travaux ont également souligné le conflit d'intérêts majeur entre le *Narkomindel* (ministère des Affaires étrangères) et le *Komintern*, et dans le *Politburo* (*Bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique*) lui-même - entre les « pragmatiques » et les « révolutionnaires », sans oublier que les luttes de pouvoir ont caractérisé la vie politique du *Politburo* tout au long des années 1920 et 1930. En outre, l'ouverture des archives kominterniennes a encouragé de nombreuses recherches portant sur les sections-membres du *Komintern*. Plusieurs études ont démontré une certaine indépendance et autonomie de ces dernières par rapport aux organes centraux de l'Internationale[10]. À l'exception de quelques articles[11], aucune étude dans cette optique « révisionniste » n'a été faite pour le mouvement communiste canadien[12]. Quant à la Ligue de la

jeunesse communiste du Canada, quelques contributions récentes portant surtout sur les aspects culturels représentent les premières tentatives d'analyse de cette organisation, « oubliée » par les historiens canadiens[13]. Par contre, les rapports entre l'Internationale des jeunes communistes et la Ligue canadienne n'ont fait l'objet d'aucune recherche au Canada.

En profitant des documents d'archives kominterniennes, cet article pose de nouvelles questions sur les rapports complexes et compliqués entre la « périphérie » canadienne et le « centre » soviétique : quels étaient les objectifs de la Ligue de la jeunesse communiste du Canada ? Quelle était la nature des rapports entre la Ligue, les Jeunes pionniers et l'URSS ? Y avait-il une dépendance idéologique ou financière de la Ligue canadienne vis-à-vis de Moscou ? Est-ce que le contrôle du « Grand frère » soviétique était omniprésent ? Était-il possible de résister aux directives du « centre » ? Des initiatives venant d'en bas étaient-elles possibles ? La structure de la LJC et des Jeunes pionniers du Canada, leurs buts et efforts militants, mais aussi certaines tensions entre l'Internationale et la section canadienne seront mis en avant afin d'éclaircir les particularités des interactions entre l'URSS et la jeunesse communiste canadienne.

## **2. « Diriger la jeunesse dans la lutte révolutionnaire » : structure et objectifs de la LJC et des Jeunes pionniers du Canada.**

Les objectifs de la Ligue sont définis dans sa constitution : « la Ligue est mise en place pour organiser les jeunes ouvriers, pour les éduquer et pour les diriger dans la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie afin de détruire le système capitaliste et créer une société communiste, à travers la dictature du prolétariat »[14]. La ligue définit également ses rapports avec l'Internationale de jeunes communistes : « la Ligue de la Jeunesse communiste du Canada représente une section de l'IJC et doit effectuer sans réserve toutes les décisions de l'IJC »[15].

La Ligue est ouverte aux jeunes gens des deux sexes, âgés de 14 à 23 ans, et son organisation repose sur le principe du centralisme démocratique. Cela signifie que les élections des organes de direction de la Ligue doivent se faire au cours des réunions plénières de ses membres, du Congrès exécutif national et des Congrès nationaux. Le *leadership* est responsable devant les membres et doit fournir des rapports de ses activités aux représentants élus par l'ensemble des membres. La Constitution prévoit une structure hiérarchique dans laquelle les organes subordonnés sont censés suivre toute directive des organes supérieurs. Une discipline rigoureuse et une mise en œuvre rapide et complète de toutes les décisions des organes supérieurs sont également fixées dans la Constitution[16].

Malgré le caractère révolutionnaire de la Ligue, elle se concentre dans les années 1920 sur le travail syndical dans les syndicats existants, mais aussi sur l'organisation des travailleurs non organisés et, notamment, sur les demandes immédiates des jeunes travailleurs telles que : la lutte

contre l'exploitation des enfants, un salaire minimum pour les jeunes ouvriers, un salaire égal pour le travail égal, la journée de travail de 6 heures pour les employés de moins de 18 ans, l'interdiction du travail nocturne, un mois de vacances par an pour les jeunes, et enfin, l'interdiction pour les jeunes de travailler dans les industries dangereuses ou nuisibles. La Ligue élabore également un programme d'action pour les jeunes travailleurs au chômage[17]. En outre, elle s'engage dans l'action « traditionnelle » des partis et des organisations de jeunesse communistes partout dans le monde – l'activisme antimilitariste et anticolonialiste et, vers la fin des années 1920, l'action antifasciste. Les activités culturelles ne sont pas négligées non plus. La Ligue organise des cours de soir, des concerts, des soirées de danse, des clubs sportifs de jeunesse. Elle a son propre organe de presse – « *Young Worker* » et « *Young Comrade* » pour les Jeunes pionniers.

### **3. Les Jeunes pionniers : un club social ou une organisation militante ?**

L'organisation des Jeunes pionniers est fondée au même moment que la Ligue, en 1923, mais se développe plus lentement que cette dernière. Elle est définie dans la Constitution de la Ligue comme la section d'enfants ouverte aux jeunes personnes des deux sexes entre 10 et 14 ans. Le Comité exécutif national de la Ligue est chargé de soutenir, superviser et diriger les Jeunes pionniers à l'aide des comités qui comprennent les membres de la Ligue, les représentants des Jeunes pionniers aussi bien que les membres du Parti communiste du Canada[18].

Les dirigeants de la Ligue voient les Jeunes pionniers surtout comme une organisation active et militante qui mène un travail d'agitation et de propagande et défend les intérêts des classes paysanne et ouvrière - et non pas juste une « école du dimanche » ou « un club social »[19]. C'est une organisation fortement politisée qui doit organiser les manifestations, les réunions de masse, et même les grèves dans les écoles. Les Jeunes pionniers doivent combattre la propagande contre la classe ouvrière, ainsi que les manifestations à l'école du patriotisme et du militarisme[20].

Pourtant l'organisation est consciente de l'importance des activités culturelles – la mise en scène des spectacles, l'organisation des orchestres d'enfants, les activités sportives, les jeux, les randonnées, etc. – tous se fondant sur les valeurs révolutionnaires[21]. L'idéologie et le discours communistes occupent beaucoup de place dans le travail d'éducation. Par exemple, le programme d'éducation englobe des sujets tels que l' « évolution et révolution », les « femmes et leur travail » et les « tâches des enfants des ouvriers »[22]. Dans le cadre de l'éducation économique et sociologique, les enfants de 10 à 14 ans inclusivement doivent apprendre, selon l'idée de l'Exécutif national, certaines matières telles que « la lutte des classes », « l'histoire des grèves », « le chômage », « les conditions de vie des ouvriers », « le travail des enfants » ou encore « les écoles capitalistes »[23]. L'importance des profondes connaissances en matière d'histoire du mouvement ouvrier, du système social actuel au Canada et du système en URSS est valorisée par

le Département d'enfance[24].

**4. « Tomber amoureux de la République soviétique et diffuser cet amour dans le monde entier » : la Ligue canadienne et l'Union soviétique.**

Dès les premières années de son existence, l'Internationale des jeunes communistes souligne le statut particulier de la jeunesse soviétique, du *Komsomol*, l'Union des jeunesses léninistes communistes – version soviétique de la Ligue de la jeunesse communiste – même si cette dernière ne fait pas partie de l'Internationale. L'URSS elle-même est représentée comme un étalon et un exemple à suivre et encore plus. Dans un discours au Troisième Congrès de l'Internationale des jeunes communistes qui se déroule à Moscou en décembre 1922, l'une des délégués soviétiques met en exergue qu'il faut « être capable de tomber amoureux de la République soviétique et diffuser cet amour dans le monde entier »[25]. Une autre déléguée à ce même Congrès formule le rapport entre les membres des ligues étrangères et l'URSS de la manière suivante :

Vous, les représentants de la jeunesse communiste de tous les pays, qui ont eu ce bonheur particulier de se retrouver en République Soviétique [...] j'ai pas de doute que vous serez capable de transmettre toutes les connaissances que vous allez puiser ici. Même si ce n'est pas directement, mais plutôt à l'aide de votre intuition, de votre réceptivité de jeunesse, vous comprendrez la grandeur de la créativité de la République soviétique et pourrez amener cette grandeur dans vos pays, en les contaminant par votre aspiration aux idéaux de la classe ouvrière.[26]

La Ligue ne tarde pas à montrer son amour envers l'URSS à travers les actions concrètes. Juste après la fin de la Guerre civile en Russie, la Ligue canadienne s'engage dans de nombreuses activités qui visent à lever des fonds pour aider financièrement l'URSS. Notamment en 1923, l'Internationale de la jeunesse communiste par l'intermédiaire du Secours ouvrier international, une organisation affiliée au *Komintern*, lance l'appel à toutes les sections en les encourageant de soutenir financièrement les maisons pour les orphelins en Union soviétique. La Ligue canadienne s'adresse à son tour à ses membres en les encourageant à faire des contributions[27].

Au cours des années 1920, l'URSS occupe une place importante dans les correspondances entre les organes centraux de la Ligue et les sections locales. Les grandes fêtes nationales soviétiques sont célébrées par la Ligue et l'expérience et la vie des jeunes en Union soviétique sont louées et présentées comme exemple à suivre pour la Ligue canadienne. Les voyages des jeunes communistes canadiens en URSS, même s'ils ne sont pas nombreux dans les années 1920, sont encouragés et les séjours d'étude, notamment à l'école Lénine à Moscou (école du *Komintern*,

fondée en 1926 et destinée à la formation des militants communistes étrangers) sont payés par le gouvernement soviétique. En 1926, plusieurs sections du *Komsomol* parrainent quelques sections de la Ligue canadienne. C'est notamment le cas de la section de Winnipeg qui est parrainée en mai – août 1926 par les sections sibériennes du *Komsomol* d'Omsk et d'Irkutsk[28]. C'est d'ailleurs à cette époque que les jeunes communistes canadiens d'origine russe, ukrainienne ou finlandaise choisissent souvent de partir en URSS et demandent d'être transférés à la Ligue de jeunesse communiste à Moscou[29]. Il est à noter que l'IJC et le *Komintern* tout en encourageant les échanges, se prononcent pourtant contre le retour définitif de ces personnes, considérant que leur « devoir est de rester au Canada et d'y développer le mouvement révolutionnaire »[30]. Les retours seront plus nombreux et acceptés par l'URSS dans les années 1930.

##### **5. « Contre l'impérialisme et pour la défense de l'URSS » : l'effort antimilitariste de la Ligue canadienne.**

Vers la fin des années 1920, en raison des développements révolutionnaires en Chine et l'exacerbation des tensions dans les rapports entre l'URSS et la Grande-Bretagne, la Ligue se consacre à l'action antimilitariste. En juin 1927, le Plenum de l'IJC, en adoptant des positions sur le travail à accomplir au Canada, soutient que la Ligue canadienne « doit mobiliser les plus grandes masses de la jeunesse pour lutter contre la guerre impérialiste et défendre le prolétariat mondial, l'URSS et la révolution chinoise »[31]. À la même époque, la Ligue soutient les propositions de désarmement général de l'URSS faites par Maxime Litvinov, alors commissaire adjoint aux Affaires étrangères et chef de la délégation russe à la Commission préparatoire pour la conférence du désarmement à Genève. Selon une lettre circulaire du CEN, le projet de Litvinov « rendait à la classe ouvrière du monde un immense service. Elle [la proposition de Litvinov] lie les mains des puissances impérialistes au moment où ils préparent un nouveau coup à la paix mondiale. Elle expose le danger de la guerre et renforce les forces des travailleurs contre les forces de l'impérialisme »[32]. Dans une lettre circulaire du début de 1927, le CEN de la Ligue invite les sections à publier et discuter largement les propositions de désarmement de l'URSS et condamner la réaction négative des pays occidentaux[33].

En juillet 1927, en préparant les célébrations de la Journée internationale de la jeunesse, le département national Agit-prop de la Ligue envoie une lettre circulaire à toutes ses sections en invitant à faire de la campagne antimilitariste l'ordre du jour principal des célébrations. L'exécutif national propose d'organiser des « manifestations monstres », de grands concerts et des réunions de masse dont les discours principaux porteront sur le danger de guerre et les plans d'attaque contre l'URSS[34]. Au début de 1928, le ton des textes et des déclarations de la Ligue par rapport à une guerre mondiale imminente contre l'URSS devient alarmant :

Le danger de la guerre n'a jamais été si grand qu'au moment présent. En fait, depuis 1914 la guerre n'a jamais cessé. L'intervention française au Maroc, l'intervention en Chine, l'intervention



des forces américaines à Nicaragua, où ils continuent leur boucherie habituelle sous leur prétexte habituel de « protéger la vie et la propriété américaine » [35]

Dans cet appel aux sections de la Ligue le comité Agit-prop évoque la croissance des armes, des avions et de la marine de guerre aux États-Unis comme ailleurs dans le monde capitaliste et de l'entraînement des milliers de Cadets au Canada qui vont rejoindre l'Empire Britannique une fois que cette dernière entre en guerre contre l'URSS [36]. Par conséquent, en avril 1928, la Ligue met en avant les slogans antimilitaristes : « Contre l'impérialisme et pour la défense de l'URSS » [37]. La même année, la Ligue écrit et diffuse dans les sections locales une pièce de théâtre qui prône la défense de l'URSS en représentant l'attaque contre cette dernière et les actions des jeunes communistes canadiens pour arrêter la guerre [38]. Les Jeunes pionniers, eux aussi, s'engagent dans cette lutte antimilitariste.

#### **6. « Ne touchez pas à la Russie Soviétique » : les Pionniers canadiens et l'URSS.**

Dès sa création, les Jeunes pionniers du Canada entament une correspondance avec les Pionniers soviétiques, encouragée par le CE de la Ligue [39]. L'organisation des Pionniers soviétiques envoie également de la littérature et du matériel éducatif : les chansons, les jeux, les pièces de théâtre, etc. [40]. Par exemple, les archives de l'Internationale des jeunes communistes comptent une pièce de théâtre intitulée *Sauvés (Rescued)* qui porte sur la Révolution et la Guerre civile russes en relatant un acte héroïque d'un garçon qui sauve un régiment de l'Armée rouge entouré par les Blancs. Cette pièce est l'une de celles qui sont mises en scène par les Jeunes pionniers canadiens [41]. Le journal des Jeunes pionniers publie les nouvelles provenant de l'URSS, et non pas uniquement celles qui portent sur la vie des Pionniers en URSS. Par exemple, en 1926 les articles sur la Révolution russe et le rôle de Lénine aussi bien que sur la mort de Feliks Dzierżyński, révolutionnaire communiste et l'un des *leaders* de la Révolution d'octobre, commissaire du peuple à l'Intérieur, président du Conseil suprême de l'économie nationale, enfin fondateur et dirigeant de la *Tchéka* (Services secrets soviétiques), avec une élaboration sur son travail au sein de la *Tchéka* y sont publiés [42].

Les Jeunes pionniers participent, eux aussi, dans l'action antimilitariste organisée par la Ligue en automne 1927 et se prononcent pour la défense de l'URSS [43]. L'organisation publie alors des tracts et des articles dans « The Young Comrade », organise des conférences sur la vie en Union soviétique, fait apprendre aux enfants de nouvelles chansons révolutionnaires, met en scène des pièces de théâtre, etc. L'un des volets de la campagne pour la défense de l'Union soviétique consiste en des envois des lettres aux Jeunes pionniers soviétiques [44].

Au même moment, le département de l'enfance envoie une lettre circulaire aux Jeunes pionniers qui décrit des problématiques à discuter avec leurs enseignants à l'école. Formulées sous forme de questions-réponses, elles sont ouvertement pro-soviétiques, antimilitaristes et anticapitalistes :

Pourquoi est-ce que les gouvernements de tous les pays détestent l'Union soviétique ?

- Ils ont peur que les ouvriers dans d'autres pays apprennent que les ouvriers en Russie sont propriétaires de leur pays et qu'ils voudront essayer de faire la même chose ;

Pourquoi est-ce que tous les travailleurs doivent défendre la Russie?

- Parce que c'est le seul pays au monde où les ouvriers et les paysans sont propriétaires de leur propre pays ;

Pourquoi est-ce que les journaux parlent de la guerre avec la Russie soviétique?

- Parce que les capitalistes qui contrôlent les journaux veulent la guerre avec la Russie soviétique pour détruire la Russie, le seul pays où les ouvriers gouvernent.[\[45\]](#)

En mai 1928, en préparant les activités pour la semaine internationale de l'enfance qui se tient entre le 19 et le 27 mai, les Jeunes pionniers s'engagent de nouveau dans l'antimilitarisme et la défense de l'URSS. Des demandes telles que « pas d'entraînement dans les écoles », « pas de Cadets », « pas d'enseignement de guerre » ou encore « ne touchez pas à la Russie Soviétique » et « ne touchez pas à la révolution ouvrière chinoise » constitue une partie importante des slogans[\[46\]](#). Des revendications semblables sont adoptées dans une résolution « Sur le danger de la guerre » au cours du Premier Congrès des Jeunes pionniers du Canada de l'Est en décembre de la même année[\[47\]](#). Il est également décidé à ce congrès d'envoyer quelques Jeunes pionniers en URSS, avec un groupe des Jeunes pionniers américains[\[48\]](#).

### ***7. Les rapports complexes entre la « périphérie » et le « centre ».***

Malgré l'enthousiasme et la fascination pour l'expérience soviétique, les contacts et les échanges entre la section canadienne et Moscou restent, dans les années 1920, rares et irréguliers. Peu de



jeunes communistes canadiens, surtout parmi les cadres moyens et intermédiaires de la Ligue, vont à Moscou pour étudier à l'école Lénine et aucun conseiller soviétique ne vient au Canada. La « périphérie » et le « centre » restent en contact surtout par correspondance. Toutefois, les correspondances de la Ligue canadienne vers l'Internationale et de l'Internationale aux Canadiens arrivent souvent en retard[49], et parfois n'arrivent pas du tout[50]. Certaines sont vraisemblablement interceptées par la police ou les autorités frontalières ce qui entrave le contrôle systématique et la mise en œuvre des directives de l'Internationale. En 1926, la Ligue commente cette situation de la manière suivante:

Nous regrettons vivement l'absence de contact adéquat entre nous et le Comité exécutif de l'IJC, à la fois parce qu'il y a beaucoup de questions sur lesquelles vous pouvez donner des conseils et accorder de l'aide importante, mais aussi parce qu'il y a beaucoup de questions sur lesquelles vous n'avez pas eu assez d'information pour avoir une idée complète et claire sur les conditions de notre Ligue et sur notre travail au Canada.[51]

Par exemple, en janvier 1926, une lettre de la direction de l'Internationale qui critique vivement le travail de la section canadienne et qui est censée arriver avant le Congrès national annuel de la Ligue pour être lue aux délégués arrive une semaine en retard. En conséquence, les délégués n'adoptent pas les résolutions basées sur les critiques de l'Internationale[52]. Il est intéressant de noter que, en réponse à cette lettre, l'Exécutif de la Ligue reproche au « centre » non seulement d'être mal informé sur le travail de la Ligue (d'où les critiques excessives et impertinentes), mais également s'oppose ouvertement aux conseils et recommandations de l'IJC. Le *leadership* de la Ligue soutient qu'il trouve les directives du « centre » assez contradictoires et difficiles à suivre : « Il n'y a pas de ligne claire. Il n'y a pas deux lettres sur la question de réorganisation qui auraient affirmé la même position. Ça provoque de la confusion [...] On ne pense pas que c'est une saine manière d'agir »[53]. Pour résumer, ces exemples montrent non seulement l'absence de contacts entre le Canada et Moscou, mais aussi, contrairement à l'une des thèses majeures de l'historiographie « orthodoxe », l'existence de conflits et de la résistance ouverte de la part de la Ligue envers les instructions de l'Internationale.

En outre, les organisations locales, surtout celles fondées sur les principes ethniques et linguistiques – les associations communistes juive, finlandaise ou encore ukrainienne – ne suivent pas les politiques imposées par les organes centraux, parfois à cause du manque de ressources organisationnelles, humaines et financières, mais également parce que les cadres moyens et intermédiaires essaient d'adapter les directives du « centre » aux réalités locales ou même s'opposent à elles. Les initiatives des sections linguistiques venant d'en bas sont aussi répandues à cette époque. Par exemple, en 1926, sur l'initiative de la section juive de la Ligue, une conférence des jeunes travailleurs du vêtement rassemblant tous les groupes de la jeunesse (et non pas uniquement les communistes) est organisée. Ce front unique, qui a pour but l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et vise surtout les demandes immédiates des jeunes ouvriers, attire des milliers de jeunes. Les résultats sont impressionnants : plus de dix

conférences sont organisées en trois mois, des comités sont formés dans tous les syndicats, une grande réunion de masse rassemblant plusieurs centaines de jeunes travailleurs et travailleuses est tenue. L'exécutif national reconnaît l'importance de cette sorte d'initiative d'en bas qui devrait servir d'exemple à d'autres sections de la Ligue[54]. Cependant, d'autres propositions des sections linguistiques ne sont pas reçues avec le même enthousiasme par les dirigeants et les conflits ne sont pas rares entre la direction nationale et les différents groupes linguistiques ou ethniques de la Ligue. Un exemple très éloquent est lorsque la rédaction du journal ukrainien « Youth's World » destitue John Weir (né Wiwurksy), membre du *Politcom* (Comité politique) de l'exécutif national, sans consulter ni prévenir la Ligue et le PCC! Et cela était une chose inimaginable du point de vue de la discipline que le Parti et la Ligue essayaient d'imposer. Les membres ukrainiens accusent Weir de mener un travail peu satisfaisant à Winnipeg, de ne pas participer au travail des organisations de masse ukrainiennes, d'être engagé dans des activités fractionnelles, enfin, d'être peu fiable et anti-ukrainien. La Ligue condamne et s'oppose à cette décision, mais ne peut rien faire, car la section ukrainienne est une des plus fortes et plus grandes (en termes de membres) dans la Ligue[55].

#### **8. La question du financement : qui « réglait » les factures de la Ligue canadienne ?**

Les études « traditionalistes » du communisme canadien ont insisté sur l'importance de l'aide financière accordée par l'Internationale aux communistes canadiens ce qui a entraîné, selon ces historiens, leur dépendance idéologique. En suivant cette logique, il est possible de supposer que l'Internationale des jeunes communistes finançait la section canadienne. Pourtant les documents d'archives de la LJC du Canada prouvent plutôt le contraire. Ces derniers montrent que la question financière préoccupe beaucoup le CE de la Ligue durant les années 1920. Mais c'est surtout le manque de ressources qui est évoqué dans les correspondances avec l'Internationale aussi bien qu'au cours des réunions et des échanges avec les sections locales de la Ligue. On peut juger de la précarité de la situation financière de la Ligue, en lisant les procès-verbaux des réunions où les membres du CE parlent de l'impossibilité de payer un salaire quelconque aux secrétaires ou encore de l'impossibilité de payer les frais de transport de la littérature de propagande[56]. Citons un cas révélateur : en novembre 1924, la Ligue de la jeunesse communiste suédoise offre à la Ligue canadienne un colis avec la littérature de propagande. Mais les Canadiens ne sont pas capables de payer « les frais de transportation ... trop élevés »[57] et le colis retourne en Suède. De la même manière, en 1925, la Ligue admet qu'elle n'est pas capable de payer sa dette à la maison d'édition de l'Internationale des jeunes communistes[58]. La situation financière de la Ligue ne change pas considérablement au cours des années 1920. Et la Ligue ne cesse de demander de l'argent auprès de l'Internationale. Or, cette dernière ne répond jamais positivement à ces demandes et aucune subvention n'est accordée à la Ligue canadienne, du moins dans les années 1920, d'après les sources étudiées.

Ce n'est qu'en 1928 que l'Exécutif national de la Ligue devient assez « aisé » pour louer son propre bureau (avant il partageait le bureau avec le Parti communiste) et payer les salaires de

deux secrétaires-organisateurs. Cependant, après quelques mois, la direction se rend compte que l'organisation n'est pas en mesure de faire face à toutes ses dépenses à l'aide des cotisations des membres, et notamment parce que celles-ci n'arrivaient jamais à temps ou n'étaient pas entièrement payées[59]. La même situation peut être observée avec les Jeunes pionniers qui sont obligés d'admettre, en 1928, que seulement un quart de leurs membres paient les cotisations tous les mois[60].

Il serait erroné, cependant, de dire qu'aucune assistance financière n'a été accordée à la Ligue canadienne par l'Internationale. Par exemple, c'est l'Internationale qui finançait les séjours des jeunes communistes à l'école Lénine à Moscou (toutefois les frais de voyage étaient payés par les Canadiens). Cela dit, l'importance de l'aide financière de l'Internationale ne doit pas être exagérée non plus. Tout au long des années 1920, la Ligue faisait face à d'importantes difficultés financières parce qu'elle devait survivre en comptant uniquement sur les cotisations des membres, jamais suffisantes.

\*\*\*\*\*

Une étude plus attentive des archives de l'Internationale des jeunes communistes a permis de nuancer certaines thèses de l'historiographie canadienne « traditionaliste » sur le mouvement communiste canadien en général et, en particulier, sur la Ligue de la jeunesse communiste. Notamment, contrairement à la thèse des études « traditionalistes » qui voit le Parti communiste et la Ligue de la jeunesse communiste du Canada comme des formations monolithiques, extrêmement centralisées et se caractérisant par l'omniprésence d'une discipline de fer à tous les niveaux, les documents d'archives démontrent que les rapports entre « la périphérie » et le « centre » étaient plutôt complexes. Les Jeunes communistes et les Jeunes pionniers canadiens étaient très enthousiastes par rapport à l'expérience soviétique, en suivant de près son développement, en prônant la défense de l'URSS et en s'engageant dans la lutte anticapitaliste et antimilitariste. Pourtant, ils avaient de la difficulté à appliquer les directives de l'Internationale au Canada. Les échanges entre Moscou et la Ligue étaient irréguliers ce qui entraînait beaucoup de mauvaise communication. Cela a provoqué de nombreuses situations conflictuelles à deux niveaux : entre l'Internationale et la Ligue; et entre les sections locales ou linguistiques et le *leadership* national. L'étude des archives de la Ligue a également démontré l'existence des initiatives d'en bas de la part des sections provinciales et locales dont certaines étaient acceptées avec enthousiasme par les *leaders* canadiens et d'autres ont provoqué des critiques sévères. Le manque du financement entravait également la mise en pratique des décisions du « centre ». Pourtant l'Internationale elle-même ne voulait pas changer cette situation en accordant de l'assistance matérielle à la Ligue.

Ceci étant constaté, une série de réflexions s'impose sur les facteurs qui ont permis une certaine

autonomie de la Ligue canadienne : comment cette résistance d'en bas aux directives du leadership du PCC et de la LJC était-elle possible au Canada ? Et, en parlant des sections linguistiques, serait-il possible de dire que c'est le fédéralisme canadien qui a permis une certaine indépendance des leaders locaux ? Ou bien, est-ce que les désobéissances et une certaine flexibilité des politiques locales étaient possibles parce que le leadership et les masses ne parlaient pas (littéralement!) la même langue? Enfin, il ne faut pas sous-estimer le rôle de la répression du mouvement communiste par les autorités canadiennes et d'autres institutions non gouvernementales. Comment la Ligue de la jeunesse communiste du Canada pouvait-elle mener un travail politique actif et suivre les directives de l'Internationale si, durant les années 1920, la section 98 du Code criminel du Canada – une loi adoptée en 1919 après la Grève générale de Winnipeg pour abolir les « associations illégales » - était utilisée surtout pour persécuter les communistes ? La répression de l'extrême gauche n'était pas effectuée uniquement par le gouvernement : au Québec, l'Église catholique participait activement à la « chasse aux communistes ». En ce qui concerne les syndicats, il est à noter que la majorité d'entre eux était opposée aux idées radicales et révolutionnaires et même collaborait avec les patrons en expulsant les communistes des syndicats et parfois même des lieux de travail. Ainsi les jeunes communistes étaient obligés de tempérer leurs demandes et profiter de toute occasion pour adapter les idées révolutionnaires aux réalités environnantes.

---

[1] Russie, Moscou, Rossiyski gosudarstvennyi arkhiv sotsialno-politicheskoï istorii (ci-après RGASPI),

fonds (ci-après f.) 1, ?pis' (inventaire ; ci-après op.) 21, delo (dossier ; ci-après d.) 31. Matériaux sur le

Troisième Congrès de l'IJC : « Communication de Prigornaya », 14-16 décembre 1922, list (feuille ; ci-après l.) 25.

[2] Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale Communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 17-38.

[3] Norman Penner, *The Canadian Left: a Critical analysis*, Scarborough, Ont., Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1977, p. 33-34.

[4] Ivan Avacumovic, *The Communist Party in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975; William Rodney, *Soldiers of the International: a history of the Communist Party of Canada, 1919-1929*, Toronto, University of Toronto Press, 1968.

[5] Franz Borkenau, *World communism: a History of the Communist International, 1919-1937*, Michigan, University of Michigan Press, 1962; George F. Kenan, *Russia and the West under Lenin and Stalin*, New York, New American Library, 1961; Adam B. Ulam, *Expansion and Coexistence: the History of Soviet Foreign Policy, 1917-1967*, New York, Praeger, 1968; Fernando Claudin, *From Comintern to Cominform*, Harmondsworth: Pinguin, 1975.

[6] La première utilisation du terme devrait vraisemblablement être attribuée à Alexander Trapeznik. Alexander Trapeznik, « "Agents of Moscow" at the Dawn of the Cold War: The Comintern and the

Communist Party of New Zealand », *Journal of Cold War Studies*, 11, 1, 2009, p.124-149. D'autres travaux dans cette veine « néo-traditionaliste » sont: Harvey Klehr, [The heyday of American Communism : the Depression Decade](#), New York, Basic Books, 1984 ; Harvey Klehr, John Earl Haynes et Fridrikh I. Firsov, *The Secret World of American Communism*, New Haven, Yale University Press, 1995 ; Harvey Klehr, John Earl Haynes et K. M. Anderson, *The Soviet World of American Communism*, New Haven, Yale University Press, 1998; Hugh Wilford, « The Communist International and the American Communist Party », dans *International Communism and Communist International, 1919-1943*, sous la dir. de Tim Rees et Andrew Thorpe, Manchester, Manchester University Press, 1998.

[7] Les termes « périphérie » et « centre » sont centraux pour le travail de Narinsky et Rojahn: Mikhail Narinsky et Jürgen Rojahn, [Centre and Periphery: the history of the Comintern in the Light of New Documents](#), Amsterdam, International Institute of Social History, 1996.

[8] Jusqu'au début des années 1990, les archives du *Komintern*, qui peuvent maintenant être consultées à

RGASPI, n'étaient pas accessibles aux chercheurs.

[9] Sabine Dullin, *Diplomatie et diplomates soviétiques en Europe, 1930-1939, structure et méthode d'une politique extérieure sous Staline*, Paris I, 1998; Sabine Dullin, « Litvinov and the People's Commissariat of Foreign Affairs: the Fate of an Administration under Staline, 1930-1939 », dans *Russia in the Age of Wars, 1914-1945*, sous la dir. de Silvio Pons et Andrea Romano, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 2000; Gabriel Gorodetsky, *Grand delusion : Stalin and the German Invasion of Russia*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1999; Teddy J. Uldricks, « Debating the Role of Russia in the Origins of the Second World War », dans *The Origins of the Second World War reconsidered*, sous la dir. de Gordon Martel, New York, Routledge, 1999, p. 135-154; Michael J. Carley, « Behind Stalin's Moustache : Pragmatism in Early Soviet Foreign Policy, 1917-1941 », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, n° 3 (September 2001), p. 159-174; Michael J. Carley, *Silent Conflict. A Hidden History of Early Soviet-Western Relations*, Lanham, Rowman et Littlefield, 2014.



[10] Michael Denning, *The Cultural Front: The Laboring of American Culture in the Twentieth Century*, Londres et New York, Verso, 1998; Maurice Isserman, *Which Side Were You On? The American Communist Party during the Second World War*, Wesleyan University Press, Middletown, CT, 1982; Roger Keeran, *The Communist Party and the Auto Workers' Unions*, Bloomington, Indiana University Press, 1980; Fraser M. Ottanelli, *The Communist Party of the United States: From the Depression to World War II*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1991; Stuart Macintyre, *The Reds: The Communist Party of Australia from Origins to Illegality*, Sydney, Allen and Unwin, 1998; Andrew Thorpe, *The British Communist Party and Moscow, 1920-1943*, Manchester, Manchester University Press, 2000; Emmet O'Connor, *Reds and the Green : Ireland, Russia and the Communist International, 1919-43*, Dublin, University College Dublin Press, 2004; Sobhanlal Datta Gupta, *Comintern and the Destiny of Communism in India, 1919-1943: Dialectics of a Real and Possible History*, Kolkata, Seribaan, 2006.

[11] John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada, and the United States, 1928-1935 », *Labour/Le Travail*, 56, Fall 2005, p. 9-49; *Id.*, « Canadian Communists, Revolutionary Unionism, and the "Third Period": The Workers' Unity League, 1929-1935 », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 5, n. 1, 1994, p. 167-194; *Id.*, « Preaching the Red Stuff: J.B. McLachlan, Communism, and the Cape Breton Miners, 1922-1935 », *Labour/Le Travail*, vol. 30, 1992, p. 65-114.

[12] Il faut évoquer ici quelques études canadiennes qui ont nuancé les interprétations « traditionalistes »

d'Avacumovic et Rodney. Cependant, produits avant 1990 et donc ne s'appuyant pas sur les documents d'archives du Komintern, ces analyses restent lacunaires: Norman Penner, *Op. cit.* ; *Id.*,

*Canadian communism: the Stalin years and beyond*, Toronto, Methuen, 1988.

[13] Paul Axelrod, 'Spying on the Young in Depression and War: Students, Youth Groups and the RCMP 1935-1942' *Labour/Le Travail*, 35, 1995, p. 43-64; Kirk Niergarth Kirk et Dave Kashtan, « 'Fight for Life': Dave Kashtan's Memories of Depression-Era Communist Youth Work », *Labour/Le Travail*, 56, 2005, p. 199-236; Fiona A.E. McQuarrie, « The Struggle over Worker Leisure: An Analysis of the History of the Workers' Sports Association in Canada », *Canadian Journal of Administrative Sciences/Revue canadienne des sciences de l'administration*, 27, 2010, p. 391–402. Quelques contributions sur l'époque du Front populaire au Canada ont également analysé le rôle de la LJCC: James Naylor, « [Socialism for a New Generation: CCF Youth in the Popular Front Era](#) », *The Canadian Historical Review*, 94, 1, 2013, p. 55-79.

[14] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1625, Constitution de la LJCC, 1927, l. 1.

[15] *Ibid.*, l. 1.

[16] *Ibid.*, l. 3-4.

[17] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, ?p. 10, d. 1639. Documents du département syndical et économique du CEN de la LJCC au département syndical du CE de l'IJC et aux sections locales : « Bulletin spécial # 3 », septembre 1928, l. 22-25.

[18] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1625, *Op.cit.*, l. 6.

[19] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1622. Procès-verbaux, réunions, lettres circulaires, bulletins d'information des départements *Agitprop* et d'enfance du CE de la LJCC : "Bulletin d'information du 18 octobre 1926", l. 4.

[20] *Ibid.*, l. 5.

[21] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1620. Lettres circulaires, bulletins d'information du CE de la LJCC sur la presse de la Ligue et des pionniers et le Congrès sur les questions du travail d'éducation des jeunes pionniers et autres : « Conférence convoquée par le Politcom de la LJC. Ordre du jour », le 6 septembre 1926, l. 91-92.

[22] *Ibid.*

[23] *Ibid.*

[24] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1622. *Op.cit.*, l. 5.

[25] Russie, Moscou, RGASPI, f. 1, ?p. 21, d. 31, Matériaux sur le Troisième Congrès de l'IJC : « Communication de Prigornaya », 14-16 décembre 1922, l. 25.

[26] *Ibid.*, l. 27 (traduction libre de l'auteur).

[27] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1609. Lettres circulaires, appels du CE de la LJCC : « YCL NEC to all branches », mars 1923, l. 3.

[28] Russie, Moscou, RGASPI, f. 1, ?p. 21, d. 121. Listes des organisations de Komsomol de l'URSS qui parrainent les LJC de l'étranger, 1926, l. 1-39.

[29] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1621. Procès-verbaux des réunions, instruction du Poltcom du CEN de la LJCC : « Procès-verbaux du 11 août 1926 », l. 17.

[30] Russie, Moscou, RGASPI, f. 495, op. 98, d. 8. Lettres du CEIC au Deuxième Congrès et au CC du Workers Party of Canada concernant le travail du parti et autres : « Lettre au Workers' Party of Canada du CEIC, le 24 juillet 1923, l. 31.

[31] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1624. Documents du Quatrième Congrès de la

LJCC : « Procès-verbaux de la première session », le 22-23 juin 1927, l. 6; 44-45.

[32] Russie, Moscou, RGASPI, f. 553, op. 10, d. 1629. Lettres circulaires, bulletins de Département d'agitation et de propagande, du département syndical et économique et du département d'enfance : « Lettre à toutes les sections de la Ligue », s.d. (1927), l. 1-2.

[33] *Ibid.*

[34] *Ibid.*, l. 3-6.

[35] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, ?p. 10, d. 1638. Lettres du département Agitprop du CE de la LJC au département Agitprop du CE de l'IJC et aux sections locales de la LJCC sur le travail du département et sur les campagnes politiques : « Lettre du département Agitprop de la LJC au département Agitprop de l'IJC », le 26 décembre 1928, l. 2-4.

[36] *Ibid.*, l. 2-4.

[37] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, ?p. 10, d. 1638. *Op.cit.*, le 22 avril 1928, l. 6-7.

[38] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, ?p. 10, d. 1638. *Op.cit.*, « Defending the Soviet Union », pièce de théâtre, à toutes les sections, s.d. (1928).

[39] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1620. *Op.cit.*, « Lettre à toutes les sections », le 17 février 1926, l. 20.

[40] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1621. *Op.cit.*, « Procès-verbaux du 26 juin 1926 », l. 8 ; f. 533, op. 10, d. 1622. Procès-verbaux, réunions, lettres circulaires, bulletins d'information des départements Agitprop et d'enfance du CE de la LJCC : « Bulletin d'information », le 17 juillet 1926, l.3.

[41] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1622. *Op.cit.*, « Lettre circulaire du département d'enfance du 18 juin 1926 », l. 2-3.

[42] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1623. Projet de la constitution de l'organisation des Pionniers du Canada et bulletin « Young Comrade » : « Young Comrade », le 5 septembre 1926, l. 3.

[43] Russie, Moscou, RGASPI, f. 553, op. 10, d. 1629. Lettres circulaires, bulletins de Département d'agitation et de propagande, du département syndical et économique et du département



d'enfance : « Lettre circulaire du département d'enfance », le 17 octobre 1927, l. 13.

[44] *Ibid.*, « Bulletin du département d'enfance », le 28 juillet 1927, l. 28-30.

[45] *Ibid.* : « Lettre circulaire du département d'enfance », le 17 octobre 1927, l. 14.

[46] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1643. Documents du Premier Congrès des Jeunes pionniers du Canada de l'Est : « Semaine internationale de l'enfance », s.d. (1928), l. 29-30.

[47] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1643. *Op.cit.*, « Procès-verbaux du 29-30 décembre 1928 », l. 12.

[48] *Ibid.*, l. 1, 11.

[49] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1616. Rapports du CE de la LJCC à l'IJC : « Lettre du 19 février 1925 », l. 1; « Lettre du 4 mai 1925 », f. 17; Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1619. Rapports, lettres du CE de la LJCC à l'IJC sur le travail de la LJCC, sur les représentants de la Ligue auprès de l'IJC : « Lettre du 28 janvier 1926 », l. 2.

[50] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1619. *Op.cit.*, « Lettre du 28 janvier 1926 », l. 1.

[51] *Ibid.*, l. 1.

[52] *Ibid.*, l. 2.

[53] *Ibid.*, l. 4.

[54] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1620. *Op.cit.*, « Bulletin d'information sur les conférences de jeunesse », le 18 juillet 1926, l. 75-76.

[55] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, ?p. 10, d. 1635, Protocoles, résolutions et tracts de la LJC du Canada, rapports, lettres du CE de la LJC à l'IJC et ses départements et aux organisations locales de la LJCC sur les activités de la Ligue, sur le travail du Premier Congrès des pionniers, sur la situation de la jeunesse, etc.; « Résolution du CEN de la LJCC », le 20 décembre 1928, l. 24-25.

[56] Russie, Moscou, RGASPI, f.533, op. 10, d. 1612. Protocoles des réunions, « lettre du CE de la LJCC au CEIJC, au CE de la LJC de Grande-Bretagne et de Suède sur le travail de la LJCC et sur d'autres questions », 1924.

[57] *Ibid.* : « Lettre de Stuart Smith à la Ligue suédoise », le 5 novembre 1924, l. 28

[58] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d.1616. *Op.cit.*, « Lettre de Stewart Smith à Fritz Reusner », le 16 mars 1925, l. 16.

[59] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1636, Lettres de Mariotte, délégué de la LJCC au Cinquième Congrès de l'IJC, au Présidium de l'IJC sur les décisions de l'assemblée plénière d'avril du CEN de la LJCC, sur le travail parmi la jeunesse francophone de Québec, sur les questions financières : « Lettre du 15 octobre 1928 », l. 9-10.; « Lettre du 18 octobre 1928 », l. 17-19.

[60] Russie, Moscou, RGASPI, f. 533, op. 10, d. 1643. *Op.cit.*, « Procès-verbaux du 29-30 décembre 1928 », l. 2.